ARRÊTÉ N° 2017 - 2545 /SG/DRECV

portant mise en demeure de régulariser la situation administrative des installations classées pour la protection de l’environnement relatives aux activités de concassage d’enrobés exploitées par la société GTOI sises Boulevard de la Marine sur le territoire de la commune du Port.

LE PRÉFET DE LA RÉUNION

Chevalier de la Légion d’honneur
Chevalier de l’ordre national du Mérite

VU le titre VII du livre 1er du code de l’environnement et notamment, les articles L.171-6 et L.171-7 ;

VU le titre 1er du livre V du code de l’environnement et notamment, les articles L.511-1, L. 512-1, L. 512-7, L. 512-8 et L. 514-6 ;

VU l’article R. 511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement ;

VU l’arrêté préfectoral n° 2011-1093/SG/DRCTCV du 18 juillet 2011 autorisant la société GTOI à exploiter une centrale d’enrobage à chaud de matériaux routiers et une usine à émulsion sur le territoire de la commune du Port ;

VU l’arrêté ministériel daté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minéraux et autres produits minéraux naturels ou artificiels classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement ;

VU le rapport de l’inspection de l’environnement daté du 16 octobre 2017 et transmis à l’exploitant conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d’arrêté transmis à l’exploitant en date du 16 octobre 2017 ;

VU les observations présentées par la société GTOI par courrier en date du 23 octobre 2017 et référencé DIR 081-17/JMM/TDL/PM ;
CONSIDÉRANT que l’inspection de l’environnement a constaté, lors de l’inspection 21 septembre 2017, l’inobservation de certaines conditions imposées à l’exploitant ;

CONSIDÉRANT que ces éléments caractérisent l’exploitation d’une installation de concassage de produits minéraux soumise à déclaration au regard de la rubrique 2515.1.c de la nomenclature des installations classées relevant de l’article R.511-9 du code de l’environnement ;

CONSIDÉRANT que la société GTOI n’a pas effectué la déclaration administrative relative à l’exploitation de l’installation de concassage de produits minéraux susmentionnée ;

CONSIDÉRANT que l’article L.171-7 du code de l’environnement prévoit que, dans le cas d’une activité réalisée sans avoir fait l’objet de l’autorisation, de l’enregistrement ou de la déclaration requis, l’autorité administrative compétente met l’exploitant en demeure de régulariser sa situation administrative dans un délai qu’elle détermine ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture.

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Mise en demeure

La Société GTOI, dénommée ci-après l’exploitant, dont le siège social est situé Zone Industrielle n° 2 - B.P. 2016 – 97420 Le Port Cedex, est mise en demeure, dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de régulariser la situation administrative des installations qu’elle exploite sis(ses) Boulevard de la Marine sur le territoire de la commune du Port en se conformant à l’article 1.5.1 de l’arrêté préfectoral n° 2011-1093/SG/DRCTCV du 18 juillet 2011 susvisé.

ARTICLE 2 – Délais

L’exploitant justifie à l’inspection des installations classées, à l’échéance des délais, le respect des prescriptions susvisées.

ARTICLE 3 – Sanctions

Dans la mesure où la société GTOI ne défrénerait pas aux dispositions de l’article 1 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l’article L.541-3 du code de l’environnement.

Faute pour l’exploitant de se conformer aux prescriptions imposées dans les délais impartis, il pourra être fait application des dispositions des articles L.171-7 et L.171-8.II du code de l’environnement (consignation de somme, amende et astreinte administrative, suppression des installations...), indépendamment des poursuites pénales qui pourront être engagées.

ARTICLE 4 – Voies de recours

En application des dispositions inscrites au code de l’environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être défré au tribunal administratif de La Réunion par la personne qui en fait l’objet, par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.
ARTICLE 5 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l’exploitant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Paul, le directeur de l’environnement, de l’aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l’exécution du présent arrêté.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Saint-Paul ;
- Madame la directrice des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi (pôle T) ;
- Monsieur le directeur de l’environnement, de l’aménagement et du logement (SEB, SACOD, Antenne OUEST et SPREI) ;
- Monsieur le directeur de l’alimentation, de l’agriculture et de la forêt ;
- Monsieur le maire de Saint-Paul.

[Signature]

Maurice BARATE